Union du Rassemblement et du Centre

(UNION DE L'U.D.F. ET DU R.P.R.)



Jean DAGOUNEAU

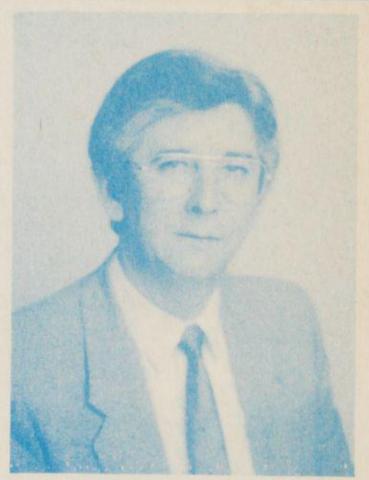
Chevalier de l'ordre national du Mérite officier supérieur - 48 ans marié - 2 enfants

Président du Parti Radical du P.-de-C. Membre du Comité Directeur National du Parti Radical Vice-président de l'U.D.F. du P.-de-C.

40, Bois des Montagnes - VAUDRICOURT

Notre objectif:

- Agir pour le plein emploi
- Aider les plus défavorisés
- Protéger la nature et l'environnement
- Rassembler les Français



Marian MARCINIAK

Chef-comptable à BRUAY-LA BUISSIERE 48 ans marié - 2 enfants

Responsable de sociétés d'origine polonaise Conseiller municipal de HOUDAIN 162, chemin de Lens - HOUDAIN

A mes concitoyens,

La précipitation de ces élections ne pourra me permettre de faire des réunions dans toutes les communes comme je l'aurais souhaité. Mais tous ceux qui me connaissent bien, notamment dans les cantons de Barlin, Bruay et Houdain, peuvent témoigner de mon dynamisme discret, mais efficace, et de ma présence quotidienne sur le terrain, à l'écoute et au service de tous.

Madame, Mademoiselle, Monsieur

ors de sa campagne électorale, François Mitterrand avait promis de rassembler les Français par une ouverture au Centre. C'est sur cette éventualité qu'il a obtenu le succès que nous savons.

Mais pour réaliser l'ouverture, un programme des actions à mener doit être préalablement établi, car il s'agit de rassembler les Français et non d'aller à l'aventure. Rien de cela n'a été fait. Seule une tentative de débauchage de quelques personnalités, par ailleurs déjà acquises au Parti Socialiste, a été faite.

Et tout cela pour tromper les Français.

L'ouverture ne pourra se faire que si les électeurs font massivement confiance au CENTRE que je représente.

Il est clair que les dirigeants socialistes veulent gouverner seuls ; ce qui serait dangereux pour la France.

Car rappelez-vous qu'avec les socialistes en 1981 :

- le chômage a augmenté,

- le pouvoir d'achat a diminué,

- l'endettement de la France s'est accéléré,

- le bassin minier a été délaissé sans création d'emploi,

- les travailleurs ont été trompés (pour réduire l'inflation les socialistes ont bloqué les salaires),

- le commerce et l'artisanat ent été délaissés.

Mon programme:

Je propose un modèle de société qui repose avant tout sur la défense et l'épanouissement de l'individu et sur l'exaltation de l'idée de justice, de solidarité et de responsabilité.

- je défends les libertés fondamentales,

- je me prononce pour la libre entreprise et je m'oppose à la lutte des classes : dans toute société, il faut des patrons et il faut des ouvriers. Les patrons doivent mettre leur compétence au profit de leur société pour réaliser des bénéfices et en faire profiter les ouvriers par des rémunérations adaptées,

- je veux maintenir le libre choix de l'école,

- je suis pour la protection de la nature et de l'environnement et je propose le recyclage des matières premières et la maîtrise des dépenses d'énergie, afin de faire des économies,

- et surtout je ferai tout pour réduire le chômage :

Pour cela, il faut **libérer** les commerçants, les artisans, les professions libérales, les entrepreneurs des contraintes qui les pénalisent, des **charges sociales excessives** et réduire l'impôt foncier non-bâti pour les agriculteurs.

Dans ces conditions, ces personnes pourront créer des emplois, sans déplacement de main-d'œuvre, du fait qu'ils sont implantés partout.

Ce que l'Etat « perdra » du fait de la diminution des charges sera compensé par les indemnités de chômage qu'il aura en moins à verser et par la réduction du déficit de la Sécurité sociale, puisque ces nouveaux travailleurs cotiseront.

- je propose également d'utiliser les jeunes sans emploi au service des personnes âgées pour que celles-ci puissent rester le plus longtemps possible chez elles au lieu de « s'enfermer » prématurément dans des maisons de retraite.

Toutes ces mesures pourront se réaliser dans l'intérêt de tous, des travailleurs et des sans emploi, des jeunes et des personnes âgées.

Alors par le redressement de notre économie et la réalisation du plein emploi, la France sera en mesure d'aborder le marché unique européen de 1993 dans de bonnes conditions.